



La tablette d'août 2025



L'ANNEE BLANCHE VA METTRE EN PERIL LA FONCTION PUBLIQUE !

L'UNSA Fonction publique constate que le Premier ministre a tenu un discours très et trop anxiogène. Ce sont la fonction publique et ses agents qui vont faire l'objet des principales économies budgétaires avec, entre autres : une nouvelle année blanche en matière de rémunération sans mesure salariale, ni générale, ni catégorielle, la suppression d'au moins 3000 postes d'agents publics de l'État, le non-remplacement d'un fonctionnaire sur trois partant à la retraite...etc. À ces mesures s'ajoutent la suppression de 2 jours fériés. L'UNSA Fonction Publique estime que d'autres sources d'économies sont possibles comme les aides directes aux entreprises sans aucune contrepartie, sans aucun contrôle, estimées à 200 milliards...



BUDGET 2026 : « LE MOMENT » DES INEGALITES EXACERBÉES !

Le Premier ministre a exposé les pistes du gouvernement pour le budget 2026 et sa méthode pour réduire le déficit et la dette publics. L'UNSA dénonce cette stratégie qui fait reposer tous les efforts sur les travailleurs et les ménages modestes. 43,8 milliards d'euros, c'est le montant de l'ajustement budgétaire. Ne pas rehausser les seuils de l'impôt sur le revenu conduirait à des hausses d'impôts pour de nombreux ménages. Alors que l'année 2023 a révélé une augmentation record de la pauvreté et des inégalités, ce choix serait pour l'UNSA à la fois injuste et fortement préjudiciable pour les foyers concernés. A l'inverse, alors que la hausse du déficit public depuis 2017 découle de la baisse des impôts, surtout des plus riches et des entreprises, le Premier ministre n'annonce rien de nouveau ni de concret à ce sujet. Les entreprises et les plus fortunés sont dispensés de l'effort de solidarité nationale. Pour l'UNSA, c'est inadmissible.



ANNONCES BUDGETAIRES 2026 : MENTION "PASSABLE" !

Un Comité Social d'Administration Ministériel se tenait à quelques jours de la prise de parole du Président de la République, Chef des Armées, sanctuarisant un budget des armées dès l'année 2027. Puis le discours du Premier Ministre est venu doucher toute l'attractivité de la Fonction Publique en ciblant encore une fois les agents publics comme les seuls responsables des déficits budgétaires. Le MinArm n'est pas épargné. Aucune revalorisation salariale, aucune mesure catégorielle à attendre, pas de remise en cause de cette ignoble mesure de -10 % au cas d'arrêt de maladie ordinaire... et la suppression de 2 jours fériés... Pour l'UNSA-Défense, d'autres choix sont possibles. Il suffit de dialoguer...et d'entendre les OS !



@UnsaDefense



UNSADefense



www.unsa-defense.org

